



TRANS-MUTATION

Introduction de la conférence du 12 mai – Monitorer la transition

Dans un rapport rendu public cette semaine, on voit que l'environnement reste la préoccupation n°1 des Belges, loin devant l'immigration, l'insécurité, la croissance économique ou le chômage.

Monitorer la transition, c'est s'assurer que les décisions vont dans le bon sens, que l'objectif de baisse de 55% des émissions carbone soient atteints en 2030 tout en maintenant les autres objectifs environnementaux, sociaux, bien-être et production. Comment le mesurer, existe-t-il des tableaux de bord, des indicateurs, ceux-ci sont-ils pertinents ?

Est-il tenu compte - au moment du processus de décision dans les entreprises et au niveau des pouvoirs publics - des effets de ces décisions sur les objectifs sociaux et environnementaux à respecter ?

Voilà la menu de cette rencontre.

L'année dernière, c'est avec la présentation de Thomas Dermine que nous avons initié une réflexion autour des indicateurs de la relance. Les échanges qui ont suivi ont montré que le « produit intérieur brut » censé mesurer une certaine « croissance », restait l'indicateur de référence, mais beaucoup ont souligné ses dérives et son incapacité à prendre en compte les autres enjeux auxquels nos sociétés font face aujourd'hui.

Depuis lors, le bureau du plan, qui était représenté l'année dernière par son regretté commissaire Philippe Donnay, a publié deux rapports intéressants, le 1er en octobre dont Thomas va sûrement parler étudiait l'impact du plan de relance sur les SDG et la cohésion sociale ; le second, en février de cette année, sur les indicateurs du développement durable.

L'indicateur de niveau ou de croissance du PIB, en tant que tel, n'a plus qu'un intérêt limité pour la conduite des économies nous disent des économistes, dont le français Eloi Laurent. Il précise : "Les trois horizons de l'humanité au XXIème siècle que sont le bien-être, la résilience et la soutenabilité échappent à peu près complètement à nos systèmes de mesure et de pilotages économiques". Il nous faut donc construire de nouveaux systèmes de mesure et de pilotages à l'aune des enjeux de notre siècle, ainsi que diminuer l'importance donnée au PIB.

Pour Donella Meadows du rapport du même nom : "Les indicateurs découlent de valeurs (nous mesurons ce qui nous tient à cœur) et créent des valeurs (nous nous soucions de ce que nous mesurons)".

Revenons au rapport du bureau du plan sur les indicateurs de développement durable. Vous y découvrirez qu'à côté du PIB (*un indicateur utile, mais pas suffisant pour mesurer le développement de la société ou le bien-être des personnes précise le rapport*), il existe 82 indicateurs dont 6 se concentrent sur le bien-être moyen en Belgique qui - mauvaise nouvelle - est en baisse depuis 2019. Le rapport ajoute que la Belgique n'atteindra pas tous les objectifs de développement durable en 2030 si les tendances actuelles se [poursuivent](#).

Les résultats montrent que notre pays n'est en bonne voie que pour atteindre 16 des 51 objectifs ODD.

Selon le rapport du centre d'étude Jacques Georgin, la Flandre est mieux positionnée que les deux autres régions pour atteindre ces objectifs.

Que penser de ces indicateurs ?

La Cour des comptes s'était inquiétée - dans son rapport de 2020 - sur la manière dont les indicateurs fonctionnent dans notre Pays :

Les indicateurs de suivi des ODD d'un niveau de pouvoir ont été élaborés différemment. Souvent, il n'y a pas de valeurs cibles ni de mesures zéro et les indicateurs ne sont pas clairement liés aux programmes gouvernementaux ni aux actions issues des plans stratégiques qui concernent les ODD. Le rapportage sur les ODD se limite en général à citer les actions mises en œuvre, sans les évaluer par rapport aux ODD.

On retrouve la même critique dans le rapport wallon 2020 sur la mise en œuvre des ODD :

Il est important de souligner que les évolutions temporelles définies grâce à ce calcul ne sont pas comparées à une cible chiffrée, car il existe rarement une cible définie au niveau wallon qui peut être associée à l'indicateur. Il n'est dès lors pas possible de se prononcer l'atteinte de la cible en 2030.

On touche ici à la grande fragilité des indicateurs "alternatifs" selon Didier Paquet de l'Institut Destrée:

Chaque indicateur composite reflète les choix de ses constructeurs pour les sous-indicateurs qui le composent. D'autres choix mèneraient à d'autres indicateurs et peut-être à d'autres résultats. Un vrai travail d'harmonisation serait nécessaire, déjà au niveau national, mais idéalement au niveau international.

Cependant, même si ces indicateurs peuvent éclairer utilement telle ou telle facette du développement durable, aucun n'a encore réussi à s'imposer comme référence internationale univoque en la matière, ne serait-ce qu'en raison des choix normatifs qu'ils recouvrent.

À moyen terme, il paraît difficile de s'affranchir d'une démarche comptable renouvelée intégrant en même temps l'environnement, le social et l'économique selon le centre étude Jacques Georgin. On va en reparler quand j'évoquerai ce qui se passe au niveau européen.

Venons en aux indicateurs de bien-être qui pour beaucoup semblent être une alternative ou un complément à l'indicateur du PIB .

Ces indicateurs jettent un éclairage nouveau sur les dimensions de prospérité jusque-là négligées et permettent d'identifier des besoins non appréhendés. Il redonne du souffle au débat démocratique car ces nouveaux indicateurs s'inscrivent dans un « récit commun positif » précise Eloi Laurent et constituent les bases d'une définition collective d'un monde nouveau. Pour, Joel Van Cauter d'iTineria l'indicateur de bien-être a vocation à rassembler et faciliter l'action commune des acteurs publics et privés.

Nous le voyons, cette question des indicateurs est pour le moins complexe. Elle dépend beaucoup de la manière dont les indicateurs vont être définis, dont les objectifs seront fixés, et des trajectoires choisies pour les atteindre.

Pour aider à la définition des objectifs, la Déclaration de politique régionale wallonne de 2019 avait repris la création d'une forme de comité d'impact, un Haut Conseil stratégique pour "accompagner le gouvernement dans la réalisation de ses objectifs fondamentaux : la

réduction de 55 % des gaz à effet de serre à l'horizon 2030, l'amélioration du taux d'emploi de 5 % à l'horizon 2025 et la réduction du taux de pauvreté". Il a fallu attendre 2 ans pour que les experts soient nommés. Il faut constater qu'aujourd'hui le Haut conseil ne fonctionne toujours pas.

Le gouvernement bruxellois a annoncé cette semaine la constitution d'un Comité d'Experts Climat avec pour mission de remettre tous les ans, au Gouvernement et au Parlement, un rapport qui évalue si les politiques publiques régionales permettent d'atteindre les objectifs climatiques.

Ajoutons qu'au niveau européen, en 2021, un conseil scientifique a été institué avec pour mission de fournir des conseils indépendants à la Commission européenne afin d'améliorer ses politiques. Eric Lambin, géographe belge, prix Franqui et Blue Planet, orateur de Trans-mutation en 2010, en est membre. .

Avec Alain Henry conseiller au Bureau du Plan, Natacha Zuinen responsable du SPW Développement durable et Marc Rogiers directeur général de l'Onem, nous aborderons ces questions lors de la 1^{ère} table-ronde sur les indicateurs des pouvoirs publics.

Observons par ailleurs ce qui se passe au niveau européen, car j'ai envie de dire que c'est peut-être et surtout là que cela se passe, notamment après l'impulsion du Green Deal

Vanessa Biebel COO de la FEB vous décrira les projets en cours et leur impact sur les entreprises :

Elle évoquera la finance durable et les directives CSRD, la taxinomie, la Sustainable Finance Disclosure Regulation. L'objectif de ses directives est notamment de standardiser les données ESG (souvent purement déclaratives) et la RSE. Tout cela va avoir un impact sur les entreprises et aussi les PME comme le soulignera Benoît Minet, conseiller RSE à l'UWE.

La nomination d'Emmanuel Faber à tête de l'ISSB (International Sustainability Standards Board) devrait aider aux développements de nouvelles normes. Cela devrait impacter les normes IFRS qui organise la comptabilité des entreprises. Pour Emmanuel Faber, une convergence devrait voir le jour d'ici 2025.

On va également évoquer les labels, comme l'Eco Label européen applicable à de nombreux produits ou le Label BeCorp qui vous sera décrit par Olivier Legrain CEO d'IBA.

Le **label** atteste qu'un produit ou un service a été conçu conformément à certains critères de qualité ou à des normes. C'est encore une fois un symbole renvoyant à des valeurs.

Christophe Girardier, fondateur de la start-up Glimpact participera à la table-ronde des entreprises avec Benoît Minet déjà cité et Etienne de Callatay, que je n'ai pas besoin de vous présenter. Christophe vous parlera de la méthode PEF, adoptée au niveau européen, destinée à quantifier les impacts environnementaux des produits aussi bien les biens que les services). Les informations résultant de la PEF sont destinées à réduire l'incidence des biens et services sur l'environnement.

Enfin Quentin Lancrenon du Shift Project et Jolan Vereecke de Trans-mutation vous donneront leur point de vue de jeunes sous forme de conclusion.

Je vous souhaite une très belle réflexion et vous remercie de ce que vous y apporterez.

Stanislas van Wassenhove – Trans-mutation

Conclusion Trans-mutation – Les indicateurs de la Transition

Stanislas aime beaucoup parler « d'indicateurs », il ne m'en voudra pas mais personnellement je parle beaucoup plus volontiers parler « d'évaluation des politiques publiques ».

Car c'est là que le bât blesse dans notre pays.

Nous avons un problème sur l'évaluation des politiques publiques en Belgique.

Quelques constats chiffrés

Le niveau de dépenses publiques est très élevé en Belgique. Il se chiffrait en 2019 à 52,1% du PIB. Seules la France et la Finlande ont des niveaux plus élevés en la matière. La Belgique dépense en moyenne 4,5% de PIB en plus que ses voisins que sont l'Allemagne, la France et les Pays-Bas, soit près de 20 milliards d'euros (en comparaison avec le PIB de 2019).

En termes de dépenses publiques en faveur de la protection de l'environnement, les politiques de lutte contre la pollution sont importantes en Belgique, environ 0,4% de PIB de plus par rapport à nos voisins. Pour des résultats mitigés.

Notre pays dépense plus que les autres pour des performances moyennes.

En termes d'efficacité du gouvernement, la Belgique est 21ème sur 23 pays analysés. Les autorités belges sont 20% moins efficaces que la moyenne européenne et 34% moins efficaces que le Luxembourg.

Première idée : Inspirons-nous de ce qui se fait autour de nous. A titre d'exemple, la France a introduit dès 2014 l'obligation d'évaluer chaque loi 3 ans après son entrée en vigueur. En Allemagne, il existe depuis 1970 une loi fédérale qui impose un contrôle de la performance de l'action gouvernementale.

Nous devons suivre ces exemples en Belgique pour s'assurer que nous atteignons nos objectifs au niveau climatique et disposer de vrais outils d'évaluation de nos politiques publiques. A l'heure où les défis environnementaux sont gigantesques et requiert des politiques ambitieuses, mais surtout efficaces, cette question de l'évaluation des politiques publiques recouvre une importance capitale. Nous ne pouvons plus nous permettre de lancer des nouveaux plans sans évaluer en amont et en aval l'efficacité de ces politiques.

L'objectif est donc clair : Toute politique devrait être lancée à partir de maintenant avec des objectifs clairs, mesurables, des critères d'accomplissement et des évaluations régulières prévues par la loi. C'est une réflexion que nous devons pousser collectivement.

Une politique publique efficace, c'est également la perception que la population en a, car c'est l'opinion publique qui guide également les décideurs.

Un exemple tiré d'un constat. Les émissions de CO2 baissent en Belgique. C'est insuffisant et le rythme doit s'accélérer mais c'est encourageant et cela démontre que les stratégies de décarbonation commencent tout doucement à payer. Ce qui est interpellant, c'est que selon une récente étude de l'université d'Anvers, seulement 21% de la population considère ou sait que les émissions baissent effectivement alors qu'à contrario plus de 35% de la population pense que les émissions de CO2 continuent d'augmenter en Belgique, voire qu'elles augmentent drastiquement. L'objet ici n'est pas de nous rassurer à bon compte mais, dans la lignée des discussions qui ont été les nôtres aujourd'hui, de valider à l'aide de chiffres une stratégie et de l'amplifier si elle produit des résultats. C'est le cas.

Et puis il y a d'autres chiffres réjouissants.

Les entreprises, et Quentin en parlera mieux que moi ne se sont pas faites attendre. Vous avez sûrement vu aujourd'hui la communication de John Cockerill visant à investir plus de 100 millions d'euros dans l'hydrogène et une volonté que le pôle renouvelable du groupe représente 25% du chiffre d'affaires.

Sans être plus long, les propositions existent :

(i) il convient de **rassembler et rendre accessibles toutes les statistiques sur la Belgique et l'ensemble des données au sein d'un institut interfédéral**

(ii) Nous pouvons et devons également rationaliser le nombre d'acteurs qui réalisent des évaluations de politiques publiques aussi bien au sein de l'administration et surtout y allouer des moyens clairs et à part entière pour l'évaluation des politiques publiques. **Un véritable Institut interfédéral de la Statistique et du plan nous y aidera.**

(iii) En d'autres termes, et je terminerai par là, il faut institutionnaliser l'évaluation des politiques publiques dans notre pays et les implémenter au sein du travail parlementaire des différentes entités ainsi que des gouvernements.

En parallèle de cette responsabilité des pouvoirs publics pour davantage d'efficacité, j'ai envie de terminer par un chiffre qui doit être un call for action et qui nous concerne tous, que ce soit au niveau des entreprises ou des décideurs politiques : sur 100 belges, seuls 4 en moyenne sont d'une manière ou d'une autre impliqués dans l'entrepreneuriat. Dans les pays baltes, cette proportion est 3 fois plus élevée.

C'est ce défi de lancer les jeunes d'aujourd'hui dans l'action, dans la définition des innovations de demain qui nous fera relever les défis climatiques urgents qui sont les nôtres.

Chiche ?

Jolan Vereecke – Trans-mutation – 12 mai 2022

Merci Stanislas et merci à tous les intervenants pour les riches débats et interventions que nous avons entendu aujourd'hui.

Jolan et moi-même avons la dure tâche de conclure cette journée ensoleillée par les mots de la jeunesse – que vous remarquerez – n'est tout de même plus si jeune. Et de la jeunesse on attend d'elle souvent qu'elle soit impertinente tout en essayant, paradoxalement, d'éclairer les débats avec pertinence.

Ma jeunesse moi, je l'emploie depuis plusieurs années à tenter d'accélérer sans relâche l'action des politiques et de citoyens sur la transition environnementale en Belgique et ailleurs – vous aurez remarqué à mon accent que je ne viens pas de ce magnifique pays qui est le vôtre, bien que ma mère me dise sans arrêt que j'ai un terrible accent belge.

Si j'ai commencé par m'enchaîner à des trains de charbon pour les empêcher d'avancer il y a de ça 8 ans, je fais maintenant des stratégies environnementale de réduction pour des entreprises et je plaide pour l'inclusion des sujets énergie climat dans les législations belges.

MIEUX VAUT UN JUSTE NOMBRE D'INDICATEUR CLÉ, QUE TROP DE CHOSES A SUIVRE

1. INVESTIR DANS LES MOYENS POUR SUIVRE LES INDICATEURS

Définir des indicateurs est une chose mais il faut les suivre - et pour cela il faut y mettre les moyens humain et donc financiers.

Trop souvent dans mon boulot, je me retrouve devant des entreprises qui ont mis des moyens humains insuffisants au regard des enjeux environnementaux et des risques que cela représente pour eux. Souvent on se retrouve face à une manager de RSE à temps partiel qui à du mal à faire le suivi des actions entreprise ou le suivi du plan stratégique défini. Aussi, les personnes qui s'occupent de durabilité ne sont souvent pas intégrées au cœur de l'entreprise et elles ne réfléchissent pas à la réorientation des activités et des produits pour aider à décarboner les autres. Bref les moyens pour suivre la transformation effective sont souvent insuffisants au regard de l'enjeu.

Rappelons la trajectoire : une crise Covid par an tous les ans une réduction des émissions 5 % par an.

Alors que nous avons six Belges sur dix sont convaincu-e-s de la nécessité d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050, il n'y a toujours pas de bilan carbone obligatoire en Belgique pour les entreprises.

L'argent investi pour réaliser le suivi des indicateurs et un indicateur en soi.

2. CREATION D'OBSERVATOIRES SECTORIELS DE LA TRANSITION

Une deuxième idée que j'aimerais soumettre à votre sagacité c'est celle de la création d'observatoires de la transition dans les secteurs clés qui composent aujourd'hui l'économie et les principaux impacts. Et pour expliquer cette idée, je vais prendre un exemple dans le

secteur de l'éducation. Mon association à récemment fait une longue étude qui montre qu'aujourd'hui pour 1 5% des cours des hautes écoles et université belges forment les étudiants sur les enjeux de durabilité environnementale, ce qui est trop peu au regard des compétences dont nous allons avoir besoin demain.

Nous alertons pour mettre en marche une transition des enseignements dans ces institutions, et espérons mettre la machine de transition en marche au sein de ce secteur. Mais dans 2 ans ou dans 3 ans, comment allons-nous savoir que nos efforts seront à la hauteur des enjeux ? Quand aurons-nous 80% des formations qui traiteront les sujets des limites planétaires ? Dans ce cadre, nous militons pour la mise en place d'un observatoire de la transition des enseignements qui aurait pour but de suivre ce mouvement et de

Mais n'est-il pas possible de faire la même chose pour l'industrie des médias, l'industrie pharmaceutique, l'industries des services, la santé ? Ne pourrions pas voir un observatoire de la transition de ces secteurs mis en place par les pouvoirs publics, en collaboration avec les fédérations sectorielles qui suivraient l'impact des politiques publiques et des efforts fait au sein de ce même secteur ?

C'est quoi l'indicateur pour un secteur économique donné se transforme ?

Quentin Lancrenon – The Shift Project – 12 mai 2022